« Une puissance de corruption ». Comment la menace du narcotrafic pèse sur les élections municipales : associations, entrisme, financement…

01/11/2025 à 10h27



La menace du narcotrafic jusque dans les urnes. Début septembre, la Commission nationale des comptes de campagne (CNCCFP) tirait déjà la sonnette d'alarme : les candidats doivent « *se prémunir de tout risque d'ingérence* » à l'approche des municipales 2026. Dans ce contexte, les acteurs liés au trafic de drogue sont particulièrement surveillés.

Christian Charpy, président de la CNCCFP, alertait mi-septembre dans une interview au Monde : « *Pour les dealers, un maire attentif à la tranquillité des quartiers, ce n'est pas la même chose qu'un maire très engagé dans la lutte contre le trafic de drogue.* » Manière de dire qu'un édile a le pouvoir d'entraver les activités des dealers… ou de fermer les yeux.

Les scrutins locaux seraient-ils plus vulnérables que les autres ? « *Oui, d'abord par le nombre : il y a 36 000 élections municipales, dont 36 000 opportunités d'introduire le narcotrafic dans les mairies. Ainsi que par la proximité :*

il est bien plus simple d'être proche d'un maire que d'un sénateur, d'un député ou d'un conseiller départemental », juge Étienne Blanc, élu dans le Rhône. […]

Pour parvenir à leurs fins, les trafiquants disposeraient d'un large éventail de possibilités d'approches plus ou moins directes. « ***La première méthode, c'est l'entrisme : intégrer des associations de quartier, des partis politiques… Afin de se rapprocher de la municipalité*** », analyse le sénateur LR. Christian Charpy, interrogé par 20 Minutes, qui évoque les « services rendus » auprès des candidats, comme la sécurisation de meetings ou le tractage.

Avec le même objectif : caser des proches au conseil municipal, qui pourraient prendre des décisions favorables au maintien de leur business. Pour cela, les groupes criminels disposent d'une gigantesque force de frappe financière. Le chiffre d'affaires du trafic de drogue est estimé entre 3,5 et 6 milliards d'euros par an en France. Ce qui permettrait, en théorie, de financer des campagnes, via des prêts ou des dons. […]

Le Parisien

Merci à jerome1